

LE VERDICT EST TOMBÉ HIER

La transaction *El Khabar*-Nessprod gelée

Le président de la seconde chambre des référés du tribunal administratif de Bir-Mourad-Raïs, à Alger, a prononcé, hier, le gel de la transaction portant cession de parts du groupe El Khabar à Nessprod, filiale du groupe Cevital.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le président du tribunal administratif, Mohamed Dahmane, qui a prononcé ce verdict, a demandé à la défense des deux parties de présenter, avant le 22 juin 2016, leurs réponses aux observations du tribunal.

Un verdict qui vient, ainsi, conforter le ministère de la Communication dans sa requête en référé objectant justement de geler cette transaction dans l'attente que la même juridiction ne se prononce sur le fond portant carrément annulation de ladite transaction.

A l'opposé, ce verdict a quelque peu bouleversé le collectif de la partie défenderesse, soit le groupe *El Khabar*, même si elle dit que la

bataille de fond demeure la plus «capitale».

«Nous aurions aimé que soit prononcée l'incompétence du tribunal administratif, mais nous considérons cette décision de gel de loin meilleure que celle d'annulation pure et simple de la transaction et nous comptons sur notre collectif de défense pour prouver toute la légalité de la transaction», soutient, dans ce sens, Chérif Arezki, directeur général et responsable de la publication d'*El Khabar*.

Et quid de la mise en application de cette décision de gel ? C'est à ce niveau que se situe toute la problématique puisqu'il s'agit de reprendre la situation d'avant la transaction car pour M^e Fetta Sadat, membre du col-



Sit-in des travailleurs d'*El Khabar* devant le tribunal.

lectif de la défense d'*El Khabar*, le gel aurait pu intervenir en cours des négociations et avant la conclusion de cette transaction, estimant de pure forme tout recours car «le jugement en matière de référé est exécutoire par provision, c'est-à-dire provisoirement», dans l'attente que le juge de fond ne se prononce sur la

validité de la transaction». Pour rappel, le ministère de la Communication s'est appuyé dans son action en référé auprès de ce tribunal sur la conformité du rachat du groupe de presse *El Khabar* par une filiale de Cevital sur les dispositions de l'article 25 du code de l'information. Un article qui stipule qu'une

même personne morale de droit algérien ne peut posséder, contrôler ou diriger qu'une seule publication périodique d'information générale de même périodicité éditée en Algérie». Une référence que conteste la défense du groupe *El Khabar*, le quotidien *Liberté* étant la propriété d'une société (SAEC) totalement indépendante du groupe Cevital.

Autre anomalie relevée par le collectif de la partie défenderesse, le fait que le «ministère de la Communication n'ait pas la qualité pour porter plainte et qu'un arrêté du Conseil d'Etat interdisant au juge du tribunal administratif de traiter des affaires commerciales».

Pour rappel, le groupe Cevital, via sa filiale Nessprod, a acquis plus de 80% des actions du groupe *El Khabar*, qui comporte le journal, la chaîne de télévision KBC, les imprimeries et une société de diffusion.

M. K.

AMAR GHOUL :

«Je m'engage à rendre public mon bilan complet de ministre»

Le désormais ancien ministre, Amar Ghoul, s'engage à rendre public le bilan de ses dix-sept années d'exercice de responsabilités gouvernementales. «Je m'engage et je vous promets, comme je le promets à toute la nation, à présenter le bilan détaillé et chiffré de mon travail au sein du gouvernement, secteur par secteur, sur les dix-sept ans que j'ai accomplis en tant que ministre.» Ghoul s'exprimait ainsi, hier, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a animée au siège national de son parti, le TAJ.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour rappel, Amar Ghoul avait été ministre dans tous les gouvernements d'Abdelaziz Bouteflika, depuis le tout premier, formé le 23 décembre 1999 et conduit par Ahmed Benbitour. Ghoul y fera son entrée, alors, comme secrétaire d'Etat à la Pêche. C'était le début d'une carrière ministérielle qu'il poursuivra sous tous les autres gouvernements de Ali Benflis, Ahmed Ouyahia, Abdelaziz Belkhadem, puis encore Ouyahia, et, enfin, Abdelmalek Sellal. Il sera, successivement, secrétaire d'Etat, puis ministre des Travaux publics, ministre des Transports puis ministre du Tourisme avant de quitter le gouvernement à l'occasion du dernier remaniement du 11 juin dernier. C'est ce qui explique sans doute la présence massive des médias à la conférence de presse d'hier.

«Vous aurez mon bilan exhaustif dans tous les secteurs que j'ai eu l'honneur de diriger, à savoir la pêche, les travaux publics, les transports et le tourisme car, par moments, certains, par calculs politiques, ont tenté de

nous mettre les bâtons dans les roues.»

Pour Ghoul, il y a, désormais, un avant et un après 11 juin 2016. Mais contrairement à ses quatre autres collègues ministres écartés du gouvernement, lui peut se consoler d'une nouvelle nomination comme sénateur dans le tiers présidentiel, survenue quarante-huit heures plus tard. «La rapidité de ma nomination dans le tiers présidentiel est un message clair du Président Abdelaziz Bouteflika», commentera le concerné. Et c'en est un, en effet, : le pouvoir a toujours besoin de Ghoul et de son parti, le TAJ. Ne serait-ce que pour atomiser davantage le MSP.

L'ancien ministre a d'ailleurs tenu à réitérer les positions de son parti et son soutien à Abdelaziz Bouteflika : «Je tiens à réaffirmer que TAJ continuera à soutenir le programme de Son Excellence le Président Bouteflika. J'ai été ministre pendant 17 ans et je remercie le Président de cette confiance placée en moi. De même que je tiens à lui exprimer toute ma gratitude pour m'avoir désigné comme l'un de ses représentants au Conseil

de la nation. En somme, c'est juste la nature de notre mission qui a changé. Elle était au niveau de l'exécutif et, désormais, elle sera au niveau du Parlement.» Ce qui est également certain est que Ghoul peut consacrer davantage de temps pour son parti. «Je félicite par ailleurs nos militants de TAJ car nous allons à l'avenir consacrer plus de temps à notre parti.» Sa sortie du gouvernement ne va-t-elle pas se répercuter négativement sur le parti, justement ? «Pas du tout ! L'avenir de TAJ sera radieux et vous allez bientôt le constater à l'occasion des prochaines élections de 2017 que nous comptons aborder avec une grande détermination. TAJ va toujours jouer dans la cour des grands.»

Sur un autre plan, Ghoul a tenu à préciser qu'il n'a jamais eu des déclarations hostiles au général Toufik ou l'ex-DRS : «Dans mes déclarations à ladite émission, et les enregistrements existent, j'ai simplement dit que les anciens cadres injustement sanctionnés doivent être réhabilités par l'Etat. J'ai parlé aussi de certains éléments de ce service sans jamais nommer personne ni visé le service en question.»

Délesté des charges gouvernementales, l'ancien ministre annonce, enfin, une série d'activités «à travers tout le pays» dans les jours à venir. C'est, bien sûr, dans la perspective des élections de 2017.

K. A.

LARBAË-NATH IRATHEN

Affrontements entre la police et les militants du MAK dans la nuit de mardi dernier

A Larbaâ Nath Irathen, une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, des émeutes ont éclaté, dans la nuit de mardi dernier, suite à l'intervention de la police pour empêcher un rassemblement du MAK, Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie.

Les affrontements ont duré jusqu'à, au moins, 2h du matin, entre les militants du MAK et les policiers qui ont procédé à des arrestations parmi les militants du mouvement indépendantiste. Il s'agit de trois responsables de la coordination locale de ce mouvement, selon une source proche de celui-ci.

Les policiers ont dû libérer les personnes interpellées, de crainte de voir les émeutes gagner en intensité, ce qui, selon nos sources, a permis de mettre fin aux incidents qui commençaient à prendre de l'ampleur.

Hier encore, un dispositif de sécurité mais allégé a été observé, au centre-ville, pour parer à toute éventualité. A Mekla, les partisans de Ferhat M'henni ont tenu, dans la même nuit de mardi à mercredi, un rassemblement similaire à celui avorté par la police à Larbaâ Nath Irathen, nous a-t-on signalé sans, toutefois, faire état d'incident particulier. Même si, avons-nous encore appris, un dispositif sécuritaire a été déployé.

S. A. M.

LUTTE CONTRE LES DÉRIVES SECTAIRES ET L'EXTRÉMISME RELIGIEUX

Le retour vers le référent religieux national comme rempart

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a mis en garde contre les nombreuses tentatives d'invasion et d'intrusion de différentes sectes. Selon lui, l'immunisation de l'Algérie contre les dérives sectaires et l'extrémisme religieux impose le retour vers le référent religieux national.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs assure que le danger d'invasion et d'intrusion des sectes et de l'extrémisme religieux reste palpable en Algérie. Selon lui, une panoplie de sectes essayent de «prendre pied en Algérie». Pourtant dit-il, «ni le Ahmadisme, ni le Schiisme, ni le Wahhabisme ni d'autres sectes n'ont été le produit d'Algériens ou ne sont nées en

Algérie». Une Algérie qui continue, d'ailleurs, à refuser d'être «le terrain d'une guerre sectaire qui ne la concerne pas».

Dans le but d'éviter ce danger, il affirme que des efforts sont déployés dans toutes les wilayas du pays notamment là où des «fragilités» se font sentir. «Nous avons justement, détecté à l'extrême-est et à l'extrême-ouest du pays, une intrusion étrangère dans deux wilayas.

Ces deux wilayas frontalières sont la visée de toutes les sectes existant au Moyen-Orient», indique-t-il.

Intervenant, hier, sur les ondes de la Radio chaîne 3, Mohamed Aïssa est catégorique : «Il y a une volonté de fragiliser les frontières algériennes intellectuelles après avoir consenti de les fragiliser sur les plans sécuritaire et militaire.»

Il estime que l'immunisation de l'Algérie ne peut se faire qu'à travers le retour vers le référent religieux national. «Nous avons un référent religieux national qui nous conforte. Il jaillit de l'Islam ancestral tel qu'il a été révélé à Médine», dit-il. Un référent dont malheureusement, précise-t-il, les jalons ont été «bafoués».

«Il faut le rejaalonner et le dépoussiérer. C'est un héritage tellement riche qu'il mérite beaucoup d'éloges. Il est impératif de ne pas le dénigrer et surtout d'y revenir», dit-il encore.

Revenir justement à ce référent inclut une démarche «très difficile». La difficulté réside, explique le ministre, dans le changement de comportement et de vision. «Il s'agit d'une réforme profonde et d'un effort intellectuel, d'où l'interpellation de l'élite savante pour participer à ce travail laborieux et civilisationnel pour l'Algérie.»

La défense de ce référent religieux national sera confiée à un observatoire dont la création est envisagée par les pouvoirs publics.

«Cet observatoire luttera également contre les dérives sectaires et l'extrémisme religieux, et ce, en abrogeant les fondements dits religieux de toutes ces sectes et dérives de l'extrémisme religieux», ajoute-t-il.

Selon Mohamed Aïssa, la publication d'œuvres et de livres et la mise en relief de personnalités référentielles en Algérie interviennent aussi dans un cadre d'«immuniser», de «sécuriser» et de «prévoir» contre l'extrémisme.

«L'Algérie a toujours été considérée par certains prédicateurs comme un pays à reislamiser, nous avons d'ailleurs subi les conséquences durant les années 1990», rappelle-t-il.

Ry. N.